



MASTER EN DROIT DE L'ENTREPRISE

**2025
2026**



>>> AVERTISSEMENT <<<

Le contenu rédactionnel de ce support
est susceptible de faire l'objet de modifications.

Pour toujours disposer d'une **information actualisée et parfaitement à jour**,
nous vous conseillons de vous référer à **notre site web www.umons.be** et
plus particulièrement à la page : **www.umons.ac.be/futuretudiant**

Merci pour votre compréhension !

Pour des raisons d'ergonomie de lecture, cette brochure n'est pas rédigée en écriture inclusive.
Elle s'adresse néanmoins tant aux hommes qu'aux femmes ainsi qu'aux personnes non-binaires.



Sommaire

- P2 Schéma des études
- P3 Le Master en Droit de l'entreprise Nouveau !
- P4 Les branches du droit
Les débouchés du droit | 1001 métiers possibles
- P5 Partir en Erasmus
Effectuer un stage
Rédiger un mémoire
- P6 Témoignages
- P8 Programme d'études
Master en Droit de l'entreprise
Programme complémentaire - "Année Passerelle"



Le mot d'accueil



L'École de Droit de l'UMONS ne cesse de changer. Plus d'étudiants, plus de projets, une équipe attentive à chacune et chacun et, bientôt, de nouvelles formations. L'année académique qui commence n'est pas banale : en 2024, l'École de Droit a célébré son vingtième anniversaire !

Dès la rentrée 2025, l'École de Droit ouvrira un Master en Droit de l'entreprise. Un programme novateur et une équipe largement nouvelle seront les acteurs, avec vous, de ce Master.

L'École de Droit se caractérise par une vision dynamique et critique. Il faut souligner combien elle séduit les plus jeunes étudiants. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

Les étudiants à Mons sont particulièrement bien encadrés et préparés. L'accent sur l'apprentissage des langues est souligné. Les valeurs propres à l'UMONS sont partagées par notre corps enseignant et portent un humanisme sincère et tourné vers le progrès.

Bienvenue chez nous !

Eric Balate, Président de l'École de Droit

Schéma des études

1^{er} cycle

UMONS | ULB

Bachelier en Droit (180 crédits - 3 ans)

2^{ème} cycle

Master (120 crédits - 2 ans)

Droit* **Nouveau !**

Criminologie

Politique économique et sociale

Sciences politiques

3^{ème} cycle

Doctorat (240 crédits - 4 ans)

Master de spécialisation

Notariat | Droit international | Droit social | ...

(60 crédits - 1 an)

Le Bachelier universitaire en Droit (premier cycle) et le Master en Droit de l'entreprise sont organisés à Mons, en collaboration avec l'ULB. Les autres programmes du deuxième cycle peuvent être suivis dans une autre université complète (au choix de l'étudiant). Toutefois, dans une logique de continuité pédagogique, les étudiants ayant suivi les enseignements à l'École de Droit de l'UMONS ont naturellement tendance à poursuivre leur cursus à l'ULB.

* Master en Droit - ULB : finalité Droit civil et pénal, Droit économique et social ou Droit public et international

Nouveau !



Master en Droit de l'entreprise

Dès la rentrée 2025, à Mons !

Le droit établit le cadre nécessaire pour garantir le bon déroulement des projets humains dans tous leurs aspects. Ainsi, il contribue à l'amélioration des destins individuels et des réalisations collectives.

À l'UMONS, les professeurs allient leurs méthodes, leurs exigences et leurs connaissances pour atteindre cet objectif.

Spécificités

Le programme de Master en Droit de l'entreprise est proposé en co-diplômation par l'Université de Mons (UMONS) et l'Université libre de Bruxelles (ULB) sur le site de Mons. Il associe la rigueur de l'apprentissage, l'étude approfondie de questions juridiques concrètes et complexes, et l'apport d'enseignants réputés, dont de nombreux praticiens.

Objectif des études

Les deux blocs du Master en Droit de l'entreprise visent :

- ▶ à étudier les branches du droit non enseignées en bachelier (droit international, droit fiscal, etc.) ;
- ▶ à consolider et spécialiser les connaissances acquises en Bachelier ;
- ▶ à rendre les étudiants autonomes, aptes à s'adapter à des situations juridiques complexes et capables de produire des connaissances nouvelles ou originales.

Cursus

Le programme de Master en Droit de l'entreprise proposé à Mons est offert aux étudiants qui souhaitent acquérir des compétences en matière de droit de l'entreprise, dans tous ses aspects : droit des sociétés et des associations, droit fiscal, droit de la sécurité sociale, etc.

Le passage du Bachelier au Master

Pour les Bacheliers universitaires

Le Bachelier universitaire est un cycle de transition conçu pour donner accès à différents masters.

L'accès est automatique vers le Master en Droit, et donne aussi accès à d'autres masters, moyennant, parfois, un programme complémentaire ou la soumission d'un dossier soumis à l'avis du jury.

Citons, par exemple, le Master en Politique économique et sociale, le Master en Sciences politiques, et le Master en Criminologie.

Pour les Bacheliers non universitaires

Les étudiants engagés dans des études supérieures ont la possibilité de réorienter leur parcours d'études ou de le prolonger vers d'autres formations que celles qu'ils ont initialement choisies.

Les détenteurs d'un grade académique de bachelier du supérieur non universitaire de type court bénéficient d'un accès à des masters universitaires par arrêté du Gouvernement.

L'accès se fait de manière directe moyennant un supplément de formation pouvant aller jusqu'à maximum 60 ECTS selon les bacheliers d'origine et les conditions particulières d'accès au master.

Les détenteurs d'un grade académique de bachelier du supérieur non universitaire de type long peuvent accéder aux masters universitaires moyennant une décision du jury du programme visé et éventuellement un programme complémentaire de maximum 60 crédits.



Les branches du droit

Le droit évolue en permanence à mesure des avancées sociales, scientifiques et techniques. Les progrès de la science, les évolutions technologiques et les nouvelles préoccupations environnementales jouent donc un rôle dans la complexification et l'expansion du droit (tant dans le domaine privé que public). L'internationalisation de la discipline étend encore davantage les domaines d'étude du juriste. L'influence du droit européen est remarquable dans presque toutes les branches du droit.

Au terme de son Bachelier en Droit, l'étudiant pourra se diriger vers différents Master en Droit : finalité Droit civil et pénal, Droit de l'entreprise, Droit économique et social, Droit public et international, etc. Ceux-ci lui donneront l'opportunité de se spécialiser dans les branches du droit que sont :

- ▶ Droit constitutionnel
- ▶ Droit international
- ▶ Droit de l'environnement
- ▶ Droit de l'immobilier
- ▶ Droit des médias
- ▶ Droit fiscal
- ▶ Droit familial
- ▶ Droit social : droit du travail, droit de la sécurité sociale
- ▶ Droit des nouvelles technologies
- ▶ Droit des affaires : droit des sociétés, droit de la concurrence, droit bancaire, droit intellectuel, droit de la consommation, etc.



Les débouchés du droit

Les études de droit préparent à une grande diversité de professions juridiques. L'abondance des débouchés est une réalité. L'activité judiciaire occupe certes un certain nombre de juristes (on pense bien souvent aux métiers de magistrat, d'avocat, de notaire ou encore d'huissier de justice), mais il serait toutefois réducteur de se limiter à cela.

1001 métiers possibles

A l'issue de son Master en Droit, l'étudiant pourra s'orienter directement vers les métiers suivants (certaines professions exigent toutefois des conditions complémentaires) :

- ▶ Avocat (un stage de trois ans est indispensable pour s'inscrire à l'Ordre des avocats)
- ▶ Juge, Magistrat de parquet (l'accès à la profession nécessite la réussite d'un concours d'admission au stage judiciaire)
- ▶ Notaire (moyennant l'obtention du Master de Spécialisation en Notariat et la réussite d'un stage de trois ans)
- ▶ Huissier de justice (deux ans de stage sont exigés pour accéder à la profession)
- ▶ Greffier
- ▶ Médiateur (formation en médiation familiale, commerciale, sociale, etc. accessible dans un centre agréé)
- ▶ Juriste au sein d'institutions ou d'administrations (régionale, fédérale, européenne...) : juriste à la Commission européenne, au Parlement européen, juriste à la police fédérale/locale, au Service Public des Finances, au Service Public de Wallonie, au service juridique d'un CPAS, etc.
- ▶ Juriste au sein d'entreprises, de banques, de compagnies d'assurance, etc.
- ▶ Conseiller juridique dans le secteur associatif : associations de défense de droits fondamentaux, associations d'aide aux victimes, organisations syndicales, ONG (Amnesty International, Croix-Rouge, ...), etc.
- ▶ Referendaire (pres la Cour de cassation, la Cour constitutionnelle, la Cour de justice de l'Union européenne, ...)
- ▶ Auditeur juridique
- ▶ Attaché parlementaire, cabinet ministériel
- ▶ Enseignant, chercheur
- ▶ Etc.

Les juristes séduisent sur le marché de l'emploi par leurs connaissances juridiques et leur parfaite maîtrise des rouages institutionnels. Leur capacité d'analyse, leur esprit critique et leur savoir pointu leur permettent également de se positionner dans d'autres domaines tels que le journalisme, la politique ou encore la gestion d'entreprise.

Partir en Erasmus

Convaincue qu'un séjour d'étude à l'étranger offrira à ses étudiants non seulement une expérience nécessaire pour faire face aux défis que l'internationalisation pose aux juristes, mais également une maturité et un curriculum vitae qui feront la différence sur le marché du travail, l'École de Droit UMONS-ULB encourage la mobilité internationale de ses étudiants et poursuit encore l'élargissement de l'offre des destinations.

Les séjours Erasmus et séjours hors Europe ont lieu durant le premier quadrimestre du bloc 2 de Master en Droit.

Bourses pour séjours linguistiques

Chaque étudiant peut bénéficier d'une bourse (Erasmus+, FAMES ou Belgica) et ce, indépendamment du fait qu'il/elle bénéficie d'une bourse de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou non.

L'aide financière prend en charge les frais de scolarité, mais également les frais engendrés par le séjour dans le cadre des études ou d'un stage. Son montant varie selon la destination et la durée du séjour.

Pourquoi partir en séjour à l'étranger ?

- **Acquisition de compétences prisées** : développer des compétences entrepreneuriales et créatives recherchées par les employeurs.
- **Amélioration linguistique et culturelle** : perfectionner ses compétences en langues étrangères et enrichir ses aptitudes interpersonnelles et interculturelles.
- **Immersion culturelle** : plonger dans une nouvelle culture et comprendre en profondeur le fonctionnement d'un autre pays.

Ces opportunités permettent aux étudiants diplômés de se différencier dans le monde professionnel et d'élargir leurs horizons personnels et professionnels.

Effectuer un stage

A l'issue de sa première année de Master en droit, l'étudiant a le choix entre réaliser un Travail de Fin d'Études (TFE) assorti d'un stage en milieu professionnel, ou assorti d'un mémoire.

L'École de Droit UMONS-ULB permet aux étudiants de Master 2 qui le souhaitent d'effectuer un stage consistant en une initiation pratique du droit dans un milieu professionnel. Ce stage sera complété par la rédaction d'un rapport de stage présenté lors d'une défense orale.

Le stage est une porte d'entrée dans le milieu professionnel que l'étudiant a choisi, il lui permettra de découvrir la réalité et les contraintes d'une profession qui sera peut-être la sienne à l'avenir.

La rencontre avec les professionnels représente une opportunité pour l'étudiant d'orienter son premier choix professionnel.

Rédiger un mémoire

Le mémoire consiste en un travail écrit original, et constitue l'aboutissement de plusieurs années d'études universitaires. À ce titre, il doit démontrer la capacité de l'étudiant à mettre en œuvre les compétences et habiletés acquises tout au long de son cursus académique en droit.

Ces compétences sont évidemment juridiques, mais également méthodologiques. L'étudiant doit être capable de construire un sujet de recherche original, de développer un raisonnement cohérent et argumenté, et d'identifier et d'exploiter les sources juridiques et relevant d'autres disciplines.

Le mémoire doit participer, même modestement, à l'émergence de nouvelles connaissances ou à la mise en évidence de controverses ou de solutions juridiques encore inédites.



Témoignages



Eric Balate,
Président de l'École de Droit UMONS-ULB
et avocat

Il fallait soutenir ce projet et malgré la période difficile que fut le confinement, l'ensemble de l'équipe de l'École de Droit y a travaillé pour pouvoir le présenter aux étudiants en septembre 2025. Il faut ici remercier nos collègues de l'ULB et plus spécialement la Doyenne Julie ALLARD.

En effet, la mise en place d'un groupe de travail a permis d'une part, de démontrer la nécessité de ce master à Mons mais aussi d'en affiner le programme afin qu'il puisse constituer aujourd'hui un master original axé sur l'entreprise et permettant ainsi aux étudiants qui le suivront de pleinement poursuivre leur cursus ici à Mons.

Gageons aussi que ce master sera fréquenté par des étudiants venant d'autres horizons.

L'accent est mis dans la formation sur le concept d'entreprise dans son encrage socio-économique.

Des matières aussi importantes que l'économie durable, les nouvelles technologies seront par conséquent mises en avant. Bien plus, ce master contient dans le bloc 2 une option fondée sur le contentieux.

Enfin, en bloc 1, les étudiants seront amenés à choisir des cours au sein de la faculté Raoul Warocqué de sciences économiques et de gestion. C'est dire que le niveau de formation de nos nouveaux étudiants sera de grande qualité.

Aujourd'hui, les échos que nous recevons déjà de la part du monde judiciaire ne peuvent que nous encourager.

Ce master est une chance, ce master sera une réussite.



Anne-Emmanuelle Bourgaux,
Vice-Présidente de l'École de Droit UMONS-ULB,
professeure d'Histoire du Droit, Droit constitutionnel et Droits et libertés,
professeure dans le Certificat interuniversitaire en Démocratie participative

*Quel bonheur de pouvoir garder nos étudiantes et étudiants en Master !
Depuis 20 ans, nous les voyons partir après leur Bachelier. Désormais, celles et ceux qui veulent rester le peuvent !*

Longue vie au Master de l'École de Droit !



François Henneaux,
professeur de droit
fiscal et avocat

En tant que spécialiste de la fiscalité des entreprises, je suis enthousiaste à l'idée de participer à la belle aventure que constitue le lancement de ce Master en droit de l'entreprise à l'UMons. Le cours de droit fiscal, d'une durée de 60 h, me permettra de transmettre des bases solides en la matière. Le programme dans son ensemble offre à nos futurs diplômés une formation poussée, axée sur la pratique du droit, l'enseignement en anglais et les enjeux contemporains, tout en intégrant également des cours relatifs à la gestion d'entreprise.



Séverine Menétrey,
professeure à l'ULB et à l'UMONS
Enseignements : Droit judiciaire,
droit international privé,
méthodologie

Le nouveau Master en Droit de l'Entreprise UMONS-ULB offre une formation d'excellence aux étudiants souhaitant allier expertise juridique et compréhension du monde économique. Ce programme propose un équilibre entre théorie et pratique, avec un module de stage et des enseignements axés sur la réalité du terrain ainsi que la possibilité de mener des travaux de recherche scientifiques plus académiques.

Les étudiants bénéficieront de cours spécialisés tels que les stratégies judiciaires des entreprises et les procès simulés, leur permettant de développer une approche pragmatique du droit économique. Le cours de droit international privé leur apportera une vision globale des interactions juridiques transnationales, un atout essentiel dans un monde économique globalisé et interdépendant. Ce master a pour but de former des diplômés prêts à conseiller, défendre et anticiper les défis juridiques des entreprises d'aujourd'hui et de demain.



Secrétariat de l'École de Droit

Bâtiment Rosa Parks
9, Avenue Frère Orban
7000 Mons

Tél. : +32(0)65 37 32 58 OU +32(0)65 37 32 59
info.droit@umons.ac.be
www.umons.ac.be/droit

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux :

 [ecole.de.droit.umons.ulb](https://www.facebook.com/ecole.de.droit.umons.ulb)

 [ecole-de-droit-umons-ulb](https://www.linkedin.com/company/ecole-de-droit-umons-ulb)

 [ecole.de.droit.umons.ulb](https://www.instagram.com/ecole.de.droit.umons.ulb)

PROGRAMME D'ÉTUDES

2025 | 2026

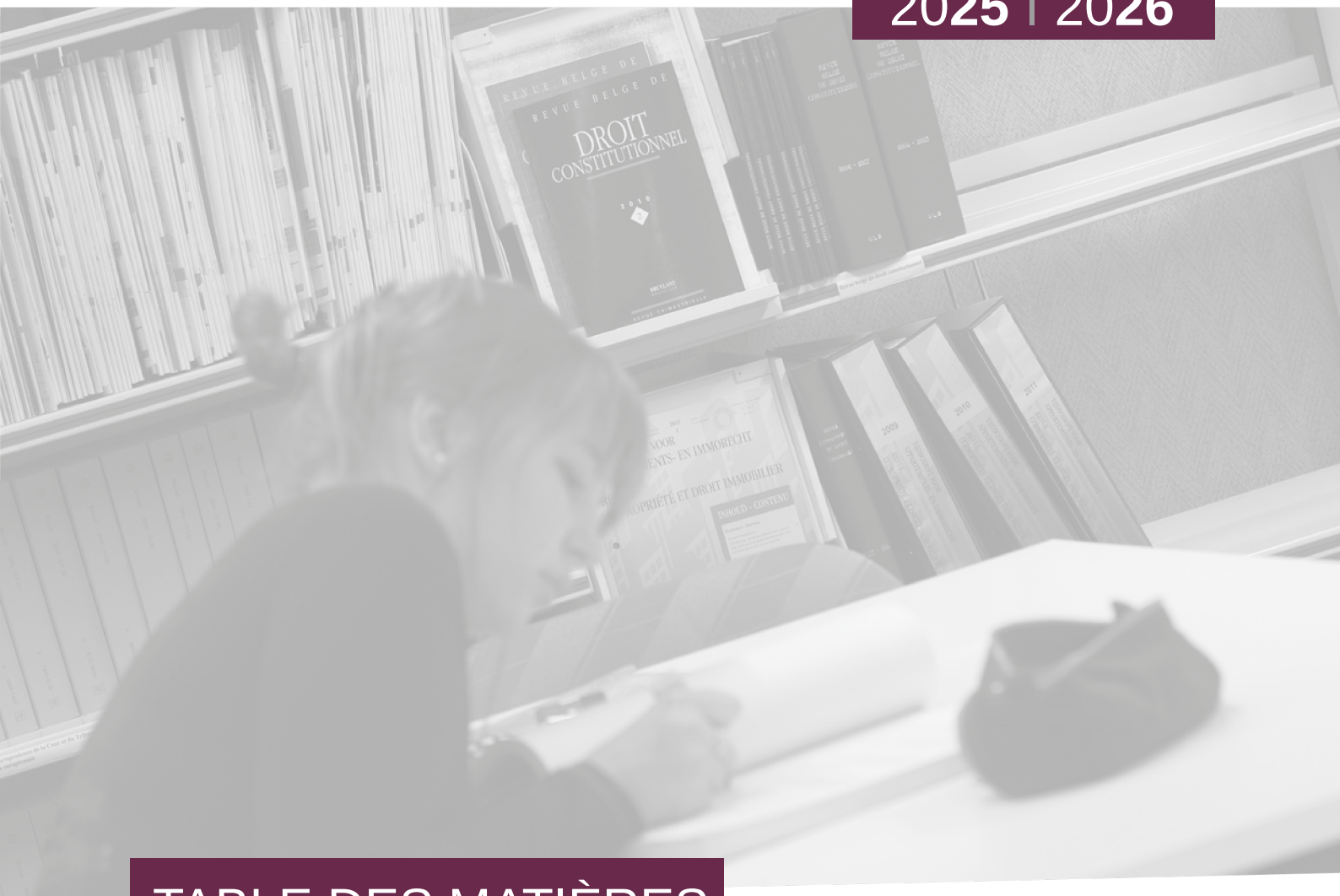


TABLE DES MATIÈRES

Master en Droit de l'entreprise - 120 crédits (dès la rentrée 2025-2026)	10
Programme complémentaire - "Année passerelle"	12

* Avertissement : les informations contenues dans les programmes d'études sont données à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiées.

Système d'accumulation de crédits

L'enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles est organisé selon les dispositions du [décret Paysage](#). La notion d'année d'études disparaît au profit d'un **système d'accumulation de crédits**.

Un **crédit ou ECTS** (*European Credit Transfer and Accumulation System*) est une unité de temps de travail global consacré par l'étudiant correspondant forfaitairement à 30 heures d'activités d'apprentissage (cours, TP, stage, etc.). L'ECTS contribue à axer davantage l'apprentissage sur l'étudiant. Il constitue un instrument central du [processus de Bologne](#), qui vise à rendre les systèmes nationaux plus compatibles.

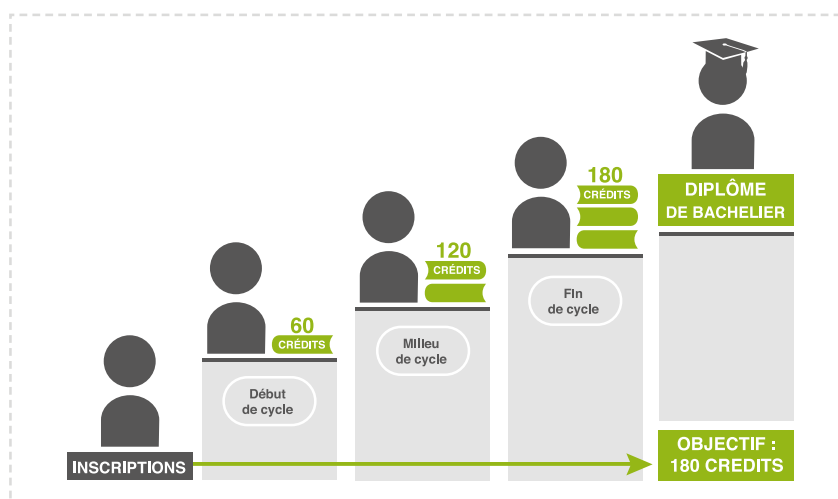
Chaque programme d'études est présenté sous forme de bloc annuel de 60 crédits, qui sont proposés par défaut à l'étudiant. Il est toutefois possible, moyennant accord du Jury, de personnaliser le **Programme Annuel de l'Etudiant** (PAE), au début de chaque année académique. Le PAE dépend des crédits que l'étudiant a acquis progressivement, durant son parcours. L'étudiant obtient son diplôme lorsque l'ensemble des crédits du programme d'études sont acquis.

Les crédits sont associés aux **Unités d'Enseignement** (UE).

Chaque **unité d'enseignement** comporte une ou plusieurs **Activités d'Apprentissage** (AA).

Sauf exceptions, une unité d'enseignement est organisée sur un quadrimestre (le plus souvent sur le 1^{er} ou le 2^e quadrimestre) et est évaluée à l'issue de celui-ci.

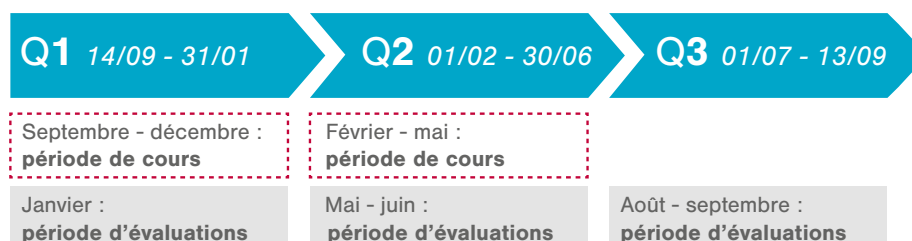
Le **seuil de réussite** d'une unité d'enseignement est fixé à **10/20**. Dans ce cas, les crédits associés à l'unité d'enseignement sont octroyés de manière automatique par le Jury.



Organisation d'une année académique

Une **année académique** est divisée en trois quadrimestres. Chaque **quadrimestre** couvre approximativement quatre mois, incluant une période d'activités d'apprentissage (cours) et une période d'évaluations permettant l'acquisition des crédits.

Le troisième quadrimestre ne comprend pas de période de cours mais peut être consacré à la réalisation d'activités d'intégration professionnelle ou de travaux personnels.



L'étudiant a la possibilité de présenter l'épreuve **deux fois** au cours de la même année académique, en fin de deux quadrimestres différents.

Retrouvez le calendrier académique complet fixé par l'UMONS via le lien suivant : <https://web.umons.ac.be/fr/enseignement/calendrier-academique/>

Bloc 1		Nombre d'heures de cours (*) HT(*) HTPE(*)		Total	Pér.	Crédits	Pond.
	UD-M1-MDROIT-001-M Droit de la sécurité sociale	24		24	Q2	5	5
	 Droit de la sécurité Sociale						
	UD-M1-MDROIT-002-M Public International Law	48	12	60	Q1	10	10
	 Public International Law - partie 1  Public International Law- partie 2						
	UD-M1-MDROIT-003-M Droit des sociétés et des associations	48	12	60	Q1	10	10
	 Droit des sociétés et des associations - partie 1  Droit des sociétés et des associations - partie 2						
	UD-M1-MDROIT -004-M Droit fiscal	60	12	72	Q1	10	10
	 Droit fiscal- partie 1  Droit fiscal- partie 2						
	UD-M1-MDROIT -005-M Droit International Privé	36	12	48	Q2	5	5
	 Droit International Privé - partie 1  Droit International Privé- partie 2						
	UD- M1-MDROIT-006- Droit de l'environnement	24		24	Q2	5	5
	 Droit de l'environnement						
	UD- M1-MDROIT -007- Méthodologie	12	24	36	Q1	5	5
	 Méthodologie – Partie 1  Méthodologie – Partie 2						
Cours à option : Module interdisciplinaire (choisir 6+4 ECTS)							10 ECTS
	UD- M1-MDROIT -008-M Management et analyse des organisations	38	16	54		6	6
	 Management et analyse des organisations						
	UD- M1-MDROIT -009-M Bases en finance	18	12	30		6	6
	 Base en comptabilité et en finance						
	UD- M1-MDROIT -009-M Finances publiques	18	12	30		4	4
	 Finances publiques						
	UD- M1-MDROIT -009-M Bases en comptabilité	18	9	21		4	4
	 Bases en comptabilité						

60

(*) HT : Heures de cours théoriques - HTPE : Heures de travaux pratiques encadrés - HTPS : Heures de travaux pratiques supervisés - HD : Heures diverses - HR : Heures de remédiation - Dans la colonne Pér. (Période), A=Année, Q1=1er quadrimestre et Q2=2ème quadrimestre

Bloc 2		Nombre d'heures de cours (*) HT(*) HTPE(*)		Total	Pér.	Crédits	Pond.
Enseignements obligatoires							
 UD-M2-MDROIT-001-M	Approche critiques du droit économique	24		24	Q1	5	5
	Approche critiques du droit économique						
 UD- M2-MDROIT-002-	TFE ou stage					15	15
	TFE ou stage						
Cours à option							
Module Droit de l'entreprise (choisir deux cours)							
							10
 UD- M1-MDROIT -003-M	Droit approfondi du travail	36		36	Q1	5	5
	Droit approfondi du travail						
 UD- M1-MDROIT -004-M	Entreprise et droit pénal	36		36	Q1	5	5
	Entreprise et droit pénal						
 UD- M1-MDROIT -003-M	Droit de l'insolvabilité et des garanties	36		36	Q1	5	5
	Droit de l'insolvabilité et des garanties						
Module Enjeux contemporains (choisir deux cours)							
							10
 UD- M1-MDROIT -003-M	Droit de l'économie durable	24		36	Q2	5	5
	Droit de l'économie durable						
 UD- M1-MDROIT -003-M	Droit des nouvelles technologies	24		36	Q2	5	5
	Droit des nouvelles technologies						
 UD- M1-MDROIT -003-M	Droit public économique	24		36	Q2	5	5
	Droit public économique						
Module Droit Européen (choisir deux cours)							
							10
 UD- M1-MDROIT -003-M	European Private Law	24		24		5	5
	European Private Law						
 UD- M1-MDROIT -003-M	Internal Market	24		24		5	5
	Internal Market						
 UD- M1-MDROIT -003-M	Competition Law	24		24		5	5
	Competition Law						
Module Contentieux (choisir deux cours)							
							10
 UD- M1-MDROIT -003-M	Les modes alternatifs de règlement des litiges	12	24	36	Q2	5	5
	Les modes alternatifs de règlement des litiges – Partie 1 Les modes						
	alternatifs de règlement des litiges – Partie 2						
 UD- M1-MDROIT -003-M	Approches stratégiques du contentieux	12	24	36	Q2	5	5
	Approches stratégiques du contentieux – Partie 1 Approches						
	stratégiques du contentieux – Partie 2						
 UD- M1-MDROIT -003-M	Procès simulés	12	24	36	Q2	5	5
	Procès simulés – Partie 1						
	Procès simulés – Partie 2						

60

(*) HT : Heures de cours théoriques - HTPE : Heures de travaux pratiques encadrés - HTPS : Heures de travaux pratiques supervisés - HD : Heures diverses - HR : Heures de remédiation - Dans la colonne Pér. (Période), A=Année, Q1=1er quadrimestre et Q2=2ème quadrimestre

MASTER EN DROIT DE L'ENTREPRISE (MONS) - PAD2

Programme adapté pour les étudiants titulaires d'un diplôme de premier cycle en droit réalisé dans une haute école de la communauté française de Belgique

Le programme ci-dessous est destiné aux titulaires d'un diplôme de premier cycle en droit réalisé dans une haute école de la communauté française de Belgique ("étudiants PAD2").

Inscription et accès :

L'étudiant PAD2 s'inscrit au master en droit des entreprises. Le programme complémentaire présenté ci-dessous lui sera attribué automatiquement en début d'année académique. **L'étudiant obtient le titre de Master en droit à l'issue de trois années académique** (programme complémentaire de 60 crédits suivi du programme classique du master en droit de 120 crédits).

Programme complémentaire :

Un programme complémentaire, constituant une "année passerelle", est imposé aux étudiants PAD2 avant d'accéder aux cours du programme classique du master en droit (120 crédits). Les étudiants devront donc réussir un total de 180 crédits pour obtenir le diplôme de master en droit.

DROI-C-2170 Droit constitutionnel : Institutions et contentieux – Mme Anne-Emmanuelle BOURGAUX	10 crédits
DROI-C-2172 Droit des obligations - M. Jean-François ROMAIN	10 crédits
DROI-C-2173 Droit naturel et théories de la justice – A désigner	5 crédits
DROI-C-2174 Grands courants du droit contemporain – A désigner	5 crédits
DROI-C-2175 Droit pénal - M. Franklin KUTY	5 crédits
DROI-C-3172 Droit de l'Union européenne – M. Antoine VANDENBULKE	10 crédits
DROI-C-3173 Droit du travail – Mme Vanessa DE GREEF	5 crédits
DROI-C-3177 Droit du procès civil - Mme Séverine MENETREY	5 crédits
DROI-C-3175 Droit économique et droit de la propriété intellectuelle – M. Antoine VANDENBULKE	5 crédits

Total du programme complémentaire: 60 crédits

Travaux pratiques :

Tous les étudiants PAD2 doivent suivre les travaux pratiques des cours suivants :

DROI-C-2170 Droit constitutionnel : Institutions et contentieux – Mme Anne-Emmanuelle BOURGAUX
DROI-C-2172 Droit des obligations - M. Jean-François ROMAIN
DROI-C-2175 Droit pénal - M. Franklin KUTY
DROI-C-3172 Droit de l'Union européenne – M. Antoine VANDENBULKE
DROI-C-3177 Droit du procès civil - Mme Séverine MENETREY
DROI-C-3175 Droit économique et droit de la propriété intellectuelle – M. Antoine VANDENBULKE

Programme annuel de l'étudiant (PAE) :

Le programme complémentaire totalisant 60 crédits, la première inscription de l'étudiant est consacrée exclusivement à ces cours.

Une fois le processus d'inscription terminé, le candidat trouvera dans le **portail MonULB** section « Mes études » puis « **Inscriptions et notes** » la liste des cours qu'il devra suivre durant l'année académique à laquelle il est inscrit.

Il appartient à l'étudiant de s'assurer que le PAE figurant dans MonULB est correct.

Le portail MONULB est le seul endroit où figure la liste des examens devant être présentés. Tout cours qui figurerait dans une autre plateforme informatique dédiée aux horaires ou à l'enseignement (Université virtuelle, Hyperplanning, Teams...) sans être repris sur MonULB > Mes études > Inscriptions et notes ne figure pas au PAE et ne doit pas être étudié. Tout examen présenté dans le cadre d'un cours ne figurant pas au PAE sera perdu, y compris si la note est supérieure à 10/20 et donc réussie.

Valorisation de crédits :

Les étudiants qui, lors de leur parcours antérieur, auraient réussi certains cours du programme complémentaire dans une faculté de droit d'une **université** de la communauté française de Belgique sont invités à remplir le formulaire de demande de valorisation de crédits en fournissant un relevé de notes officiel, **au plus tard le 31 octobre**.

Les demandes seront examinées et, le cas échéant, le programme complémentaire sera adapté par le secrétariat facultaire. Tout cours valorisé est remplacé par un cours du programme classique de master dans un ordre pré-établi (imposé par le secrétariat).

NOTES

[illegible]



École de Droit

Bâtiment Rosa Parks
9, Avenue Frère Orban
Tél. : +32(0)65 37 32 58-59
info.droit@umons.ac.be
www.umons.ac.be

UMONS
Université de Mons

